

Élections européennes : intervention au Congrès du NPA

mercredi 29 avril 2009, par [JENNAR Raoul Marc](#) (Date de rédaction antérieure : 8 février 2009).

À l'occasion du débat sur la résolution relative à la position du NPA à propos des élections européennes, j'ai introduit ce matin la position favorable à la proposition émanant de la Commission du CAN réécrite sur la base de l'amendement introduit par le NPA des Pyrénées Orientales et d'autres congrès locaux et départementaux. A la demande de plusieurs participants au Congrès, voici la transcription de mon intervention.

Chers Amis, Chers Camarades,

Personne, personne n'a le monopole de l'aspiration à l'unité.

Comme beaucoup, nous rêvons d'un autre paysage politique que celui auquel nous sommes confrontés. Et nous avons beaucoup rêvé le soir du 29 mai 2005.

Comme beaucoup, nous entendons l'appel à l'unité qui vient du peuple qui souffre des politiques pratiquées depuis tant d'années par des gouvernements de droite, mais aussi par des gouvernements dits de gauche.

Comme beaucoup, nous en avons assez des lendemains qui déchantent, nous en avons assez de ces victoires électorales qui deviennent des échecs politiques, sociaux et écologiques.

Et c'est précisément parce que nous en avons assez d'accumuler les déceptions que nous voulons les éviter. Alors que nous forgeons un nouvel outil politique, nous voulons en même temps rompre avec les espérances sans lendemain.

Oui, nous aussi, pas moins que d'autres, nous voulons l'unité. Mais nous la voulons à l'abri des ambiguïtés et de l'aléatoire. C'est pour cela que nous avons voulu la définir.

La proposition que nous faisons, et celles et ceux qui en connaissent l'origine le savent bien, nous ne la faisons pas pour nous opposer aux camarades, permettez-moi de le dire comme ça, qui se sont inscrits dans le processus de Clermont-Ferrand. Que du contraire ! Nous faisons cette proposition pour clarifier le débat que nous partageons. Pour rapprocher les points de vue en fonction de tout ce que nous avons en commun et que nous venons de réaliser en construisant le NPA. Car, pour parler d'unité, n'est-il pas aussi important de protéger et de fortifier l'unité entre nous, entre nous anticapitalistes et antiproductivistes, entre nous femmes et hommes du NPA ?

Nous dialoguons entre nous et nous voulons tous dialoguer avec les autres qui se réclament d'une même volonté anticapitaliste. Et comme d'autres, comme d'autres, nous voulons que ce dialogue aboutisse.

C'est pour cette raison que nous avons cru utile de définir l'unité. Pour nous, cette unité doit s'appuyer sur une triple exigence :

1. une unité sur un contenu précis, anticapitaliste, qui couvre à la fois la question sociale et la question écologique, et, pour prendre un seul exemple qui concerne cette double approche de notre anticapitalisme, je citerai la mise en cause du caractère absolu du droit de propriété.

2. une unité qui se manifeste autant dans les luttes que dans les enjeux électoraux. N'oublions jamais que le champ institutionnel est le terrain privilégié de la droite et que sans une action radicale dans les luttes sociales et écologiques, les gains électoraux ne produisent que des changements limités.

3. une unité dans la durée. Mettons-nous un instant à la place des femmes et des hommes auxquels nous allons apporter l'espoir que porte l'unité. Que penseront-ils de nous si, après avoir fait élire quelques députés européens aux pouvoirs limités, nous leur dirons : « maintenant, c'est fini ; il n'y a plus d'unité pour les cantonales, les régionales et d'autres scrutins qui donnent accès à des exécutifs » ? L'unité est un processus continu. Ce processus peut commencer. Mais l'élection européenne n'est pas un moment hors sol de la vie politique. On ne rend pas crédible et on ne fonde pas une espérance sur une unité sans lendemain.

Voilà ce que nous proposons. C'est un cadre pour dialoguer. Un cadre qui nous met à l'abri des ambiguïtés et des lendemains qui déchantent. C'est un cadre que nous proposons à toutes les forces politiques à la gauche du PS, sans le moindre sectarisme.

Nous ne partons pas de rien. Nous avons commencé avec les municipales. Nous avons la volonté de poursuivre.

Je veux ajouter une chose : il ne suffit pas, chacun le sait, de changer la France pour changer l'Union européenne. Il nous faut donc, aussi, construire, à l'abri de l'ambiguïté et de l'aléatoire, une unité anticapitaliste en Europe.

En France comme en Europe, nous tendons la main aux anticapitalistes pour une unité qui dure et qui s'étende dans les luttes et dans les échéances électorales.

RMJ